

À bas le budget d'austérité !

Montreuil, le 11 octobre 2024

Sans surprise, le budget proposé hier par le Premier ministre Barnier est un budget d'austérité qui va s'en prendre aux services publics et en premier lieu à l'École. Face aux réactions indignées, ce gouvernement illégitime et antidémocratique brandit déjà la carte du 49-3.

Annulation des suppressions de postes programmées !

La rentrée a été marquée partout par le manque de moyens : des classes sont surchargées (allant jusqu'à plus de 35 élèves par classe en lycée !), des classes sans professeur, un manque criant de remplaçants dès les premières semaines, des élèves sans AESH, sans infirmière, sans assistante sociale, de très nombreux postes de personnels administratifs restés vacants...

Les personnels et les parents d'élèves se mobilisent, comme par exemple hier à l'école des Ponts jumeaux à Toulouse, occupée par les parents qui refusent les classes non remplacées dans leur école.

Malgré ce constat indéniable, le gouvernement prévoit :

- Plus de 4000 suppressions de postes d'enseignants (- 3155 postes dans le premier degré public, - 180 postes dans le second degré public, - 700 postes dans l'enseignement privé)
- Aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux... alors que les équipes sont exsangues
- Aucune création de postes de personnels administratifs alors « *les ministères chargés de l'éducation, de la jeunesse et des sports disposent d'une administration peu nombreuse au regard de l'effectif de leurs agents. Leur ratio gérants-gérés est ainsi de 0,6% soit 6 gestionnaires pour 1000 agents, de très loin le plus faible de l'ensemble de la Fonction publique d'Etat.* » (Citation des LDG ministérielles).

La FNEC FP-FO refuse cette saignée, exige l'annulation des suppressions de postes et la création des postes nécessaires !

2000 créations de postes d'AESH ? Vraiment ?

La soi-disant création de 2000 postes d'AESH, censée gommer 2000 suppressions de postes, est une gageure. Chacun sait que les AESH vivent toujours sous le seuil de pauvreté et qu'avec leurs conditions de travail dégradées, un poste créé n'équivaut pas à un personnel recruté, faute de candidats.

Plus que jamais, seul un Statut et un vrai salaire pour les AESH permettraient de subvenir aux besoins.

De plus, le gouvernement cherche avec cette annonce à faire croire qu'il se soucie de la prise en charge des élèves en situation de handicap, tandis qu'il prépare l'acte 2 de l'École inclusive qui vise à démanteler l'enseignement spécialisé et les établissements sociaux et médico-sociaux.

Rappelons qu'au moins 24000 élèves qui relèvent de ces structures n'y sont pas scolarisés faute de place. Et ce n'est pas la saignée de postes dans le premier degré qui pourvoit l'essentiel des postes spécialisés, qui va améliorer la situation, bien au contraire.

La FNEC FP-FO refuse le gel des salaires et la poursuite de l'austérité !

Ce budget signifie aussi le gel du point d'indice et, compte tenu de l'inflation qui se poursuit, une nouvelle baisse de pouvoir d'achat pour les personnels qui ont déjà perdu plus de 28% depuis 2000.

Mais réjouissons-nous ! Ce n'est pas de « l'austérité », c'est de la « rigueur » selon le ministre de l'Économie Antoine Armand qui a menacé de manière à peine voilée sur France 2 : « *Un budget d'austérité, c'est un budget dans lequel on coupe les salaires des fonctionnaires de 25 % : ce n'est pas comparable avec le fait de dire "on ne va pas embaucher plus de fonctionnaires"* » ...

Le ministre menace ainsi d'un scénario à la grecque, évoquant une « dette colossale » ... Il oublie par contre de mentionner que les entreprises bénéficient, entre autres et sans aucune conditionnalité, de largesses fiscales et d'aides publiques (200 milliards d'euros par an) qui alimentent la dette et garantissent des profits records pour les actionnaires (plus de 140 milliards de bénéfice pour les seules entreprises du CAC 40 pour la troisième année consécutive !).

Et ce seraient encore aux travailleurs de payer ? Inacceptable !

La FNEC FP-FO réaffirme ses revendications !

La FNEC FP-FO, avec les personnels, ne l'accepte pas ! Les salariés et les personnels sont fondés à se réunir en assemblées générales afin de prendre toutes les initiatives pour bloquer ce gouvernement et faire aboutir leurs revendications urgentes :

- Annulation de ce budget d'austérité !
- Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !
- Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice ! Ouverture de négociations pour rattraper les 28,5% de pouvoir achat perdu depuis 2000 !
- Abandon du « choc des savoirs », du SNU, de la réforme de la voie professionnelle et de toutes les mesures qui détruisent l'École !
- Un Statut, un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS ! Abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive et défense de l'enseignement spécialisé !
- Abandon définitif du projet Guerini de destruction du Statut !

Avec sa confédération, la FNEC FP-FO exige l'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites qui concentre toutes les colères. Partout les salariés en discutent. FO organise un meeting national à Paris le 26 octobre, quelques jours avant les débats parlementaires sur l'abrogation de la réforme des retraites.

La FNEC FP-FO invite les personnels à se réunir dans les écoles, établissements et services, à participer massivement aux réunions syndicales FO pour discuter des initiatives immédiates à prendre pour la satisfaction sur nos revendications.